

La transition entre l'école et un métier est une galère pour certains jeunes

24 heures, 9.10.2014

Les Assises de l'éducation ont fait le point sur la situation des élèves qui ne terminent pas leur formation

Christine Werlé

Plus de 50% des jeunes en Suisse connaissent une rupture du parcours linéaire ou un changement d'orientation entre la fin de l'école obligatoire et l'exercice d'un métier. Et en Suisse romande, près de 16% des jeunes se retrouvent sans diplôme à la fin du secondaire II (soit la période de la formation qui suit l'école obligatoire). C'est sur la base de ce constat, issu du rapport de l'enquête TREE 2014, que le Syndicat des enseignants romands (SER) a entamé une réflexion sur la problématique de ces jeunes qui se retrouvent «sur la touche» à l'occasion des Assises romandes de l'éducation qui se sont tenues fin septembre à Lausanne.

Projeté devant la centaine de personnes présentes, le documentaire *GaléRAGE* illustre bien le propos de ces adolescents qui peinent à s'intégrer dans le monde professionnel ou dans celui de la formation. Le film, réalisé à travers la Permanence jeunes adultes (PJA), structure d'accueil de la Maison de quartier de Saint-Jean, à Genève, retrace l'itinéraire de trois jeunes qui ont connu un parcours per-



Un film d'Aleksandr Thibaudeau (à dr.) sur trois jeunes au parcours chaotique entre la fin de l'école obligatoire et l'exercice d'un métier (à g. l'un des protagonistes, Séverin Porquet) a nourri les débats des Assises de l'éducation, dirigés par Laurent Bonnard. NICOLE ROHRBACH

Récupérer les jeunes sur la touche

● Si elle estime que l'école n'est pas la seule responsable de l'échec social, Anne-Catherine Lyon n'en évoque pas moins des pistes à suivre pour remédier à la problématique de ces jeunes «sur la touche», telle que des mesures d'accompagnement pour les plus fragilisés, une meilleure information aux élèves et aux parents ainsi qu'un renforcement des compétences sociales chez l'élève (sa capacité à communiquer, à collaborer, à

vivre en société, etc.). En clôture de ces Assises de l'éducation, Anne-Catherine Lyon a toutefois tenu à préciser que l'école vaudoise remplit l'objectif de fournir un titre à la fin du secondaire II à 95% des jeunes ayant suivi toute leur scolarité dans le canton, et à 90% de ceux ayant rejoint l'école en cours de route. Le canton de Genève avance les mêmes chiffres.

Un constat que nuance Georges Pasquier, président

du Syndicat des enseignants romands. «Des jeunes disparaissent dans la nature après l'école obligatoire et nous n'en connaissons pas la proportion», admet-il. Une zone grise en quelque sorte dont l'Office fédéral de la statistique ne pourra mesurer l'étendue que dans deux ou trois ans, grâce à la mise en place d'un système qui permettra de suivre toute personne de la naissance à la mort d'après son numéro AVS.

turbé entre la fin de l'école obligatoire et l'exercice d'un métier.

Entre errance et petits jobs, ces compagnons de galère parlent de leur découragement, de leur sentiment d'infériorité et de leur difficulté à choisir une voie professionnelle à 15 ans. «Je ne savais pas ce que je voulais faire. J'ai longtemps douté de moi», raconte Séverin Porquet, l'un des protagonistes du film présent à ces Assises, aujourd'hui sorti d'affaire.

Le film apparaît aussi comme une critique sévère des milieux scolaires. Les jeunes y déplorent le manque d'information à la fin de l'école obligatoire concernant les différentes filières possibles et la dévalorisation systématique des enseignants qui les poussent dans une voie qui ne leur correspond pas, «comme si c'était normal».

Jeunes en conflit avec leurs enseignants

Les réactions négatives d'enseignants n'ont d'ailleurs pas manqué lors de certaines projections, comme le souligne Aleksandr Thibaudeau, coréalisateur du documentaire et l'un des nombreux intervenants de la journée. «Les enseignants affirment que les élèves sont orientés, mais que leur message ne passe pas», explique-t-il. Alors, où se situe le problème? «On est ici en face de jeunes qui sont en conflit avec leurs enseignants. Ils développent une animosité envers les adultes car ceux-là les ont descendus pendant si longtemps. Donc, ils ne vont pas les écouter. La nature du lien joue sur le discours.»

Les difficultés relationnelles prof-élève ne sont toutefois pas seules en cause. Les enseignants peinent à vendre l'apprentissage, car c'est un parcours qu'ils n'ont pas connu, selon Aleksandr Thibaudeau. L'apprentissage n'est-il donc pas assez valorisé en Suisse? «Nous assistons à une polarisation extrême des emplois en milieu urbain, analyse José Ramirez, professeur à la Haute Ecole de gestion de Genève (HEG) et économiste du travail. Il se crée à un bout de l'échelle beaucoup d'emplois très qualifiés, et à l'autre bout beaucoup d'emplois très peu qualifiés. Ce qui laisse moins de disponibilité pour l'apprentissage.» Il cite l'exemple de Genève, canton tertiairisé s'il en est, où la norme sociale, c'est finalement le collège.

A cela s'ajoute la dure loi de l'économie. «Les employeurs, tout comme les assureurs maladie, font la chasse aux «bons risques», illustre Anne-Catherine Lyon, conseillère d'Etat vaudoise en charge du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture et présidente de la Conférence intercantonale de l'instruction publique. Ils ne prennent plus ceux qui sortent directement de la scolarité obligatoire car ils veulent que leurs recrues soient plus âgées, aient vécu certaines galères ou aient suivi un bout de formation au gymnase.» «Dans quelle mesure faut-il alors continuer à privilégier les parcours linéaires?», s'interroge Georges Pasquier, président du Syndicat des enseignants romands. De là à penser que les échecs sont nécessaires pour se réaliser, il n'y a qu'un pas.